



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement**
Unité Inter-départementale Anjou-Maine

Arrêté n° DCPAT 2024-0193 du 25 JUL. 2024

Société PIGEON GRANULATS CENTRE ILE-DE-FRANCE
Carrière située au lieu-dit « L'Oisellière » - 72250 Parigné-l'Évêque

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit
« L'Oisellière » sur le territoire de la commune de Parigné-l'Évêque**

**Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu** le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement et notamment son article R.181-46 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** le schéma régional des carrières approuvé le 6 janvier 2021 par arrêté préfectoral ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 09-3717 du 29 juillet 2009 autorisant la SOCIETE DES CARRIERES DU MANS à exploiter une carrière située au lieu-dit « L'Oisellière » à Parigné-l'Évêque, pour une durée de 15 ans ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° DIRCOL 2016-0192 du 26 mai 2016 modifiant les conditions d'exploitation en autorisant l'implantation d'une installation de criblage-lavage, avec une autorisation de prélèvements, pour le traitement et lavage des matériaux extraits ;
- Vu** le courrier du 2 mai 2023 déclarant le changement d'exploitant pour le transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « L'Oisellière » de la SOCIETE DES CARRIERES DU MANS à la société PIGEON GRANULATS CENTRE ILE-DE-FRANCE (fusion par absorption) ;
- Vu** le courrier du 16 octobre 2023, reçu le 20 octobre 2023, de la société PIGEON GRANULATS CENTRE ILE-DE-FRANCE sollicitant un renouvellement de 15 ans de l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « L'Oisellière » sur le territoire de la commune de Parigné-l'Évêque ;
- Vu** la déclaration de projet de 2023 en cours emportant mise en compatibilité du PLU de Parigné-l'Évêque pour que l'ensemble du périmètre autorisé soit classé en zonage « Nc » comme secteur d'exploitation du sous-sol après avoir subi une modification en 2017 ;

Vu le courrier du 19 juin 2024 de la société PIGEON GRANULATS CENTRE ILE-DE-FRANCE sollicitant une prolongation de 2 ans de l'autorisation environnementale d'exploiter la carrière située au lieu-dit « L'Oisellière » sur le territoire de la commune de Parigné-l'Évêque, dans l'attente de l'aboutissement de la mise en compatibilité du PLU permettant de terminer l'instruction de la demande de renouvellement de 15 ans susvisée ;

Vu le dossier joint à la demande du 19 juin 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 juillet 2024 ;

Considérant que la demande de changement d'exploitant au bénéfice de la société PIGEON GRANULATS CENTRE ILE-DE-FRANCE suite à une fusion par absorption, est recevable ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée ne modifie pas l'emprise de la carrière ni les conditions d'exploitation existantes ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée par la société PIGEON GRANULATS CENTRE ILE-DE-FRANCE ne fait pas apparaître d'impacts négatifs nouveaux sur l'environnement ;

Considérant que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du code de l'environnement ;

Considérant que cette modification sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être mise en œuvre ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ou compléter les arrêtés préfectoraux n° 09-3717 du 29 juillet 2009 et n° DIRCOL 2016-0192 du 26 mai 2016 susvisés pour prendre en compte les demandes de l'exploitant (changement d'exploitant et prolongation) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

Considérant que les dispositions prises dans les arrêtés préfectoraux n° 09-3717 du 29 juillet 2009 et n° DIRCOL 2016-0192 du 26 mai 2016 susvisés, et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature limitée de la modification et de ses effets sur l'environnement permet au Préfet de la Sarthe de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de la Sarthe, comme le permet l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier du 23 juillet 2024 et que celui-ci a répondu ne pas avoir d'observation par courriel du 23 juillet 2024 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

Les prescriptions prévues par les arrêtés préfectoraux n° 09-3717 du 29 juillet 2009 et n° DIRCOL 2016-0192 du 26 mai 2016 susvisés autorisant la SOCIETE DES CARRIERES DU MANS, à exploiter la carrière et les installations connexes situées sur le territoire de la commune de Parigné-l'Évêque au lieu-dit « L'Oisellière », sont modifiées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PIGEON GRANULATS CENTRE ILE-DE-FRANCE dont le siège social est situé 54 avenue de l'Atlantique à Laval (53000) est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière de sable et ses installations connexes situées au lieu-dit « L'Oisellière » sur le territoire de la commune de Parigné-l'Évêque en remplacement du précédent exploitant.

Article 3 : Durée de l'autorisation

La durée de l'autorisation d'exploiter indiquée à l'article 1.4.1. de l'arrêté préfectoral n° 09-3717 du 29 juillet 2009 modifié susvisé est **augmentée de 2 ans** (nouvelle échéance au 28 juillet 2026).

Article 4 : Montant des garanties financières

L'article 1.5.2. de l'arrêté préfectoral n° 09-3717 du 29 juillet 2009 susvisé est complété, pour la durée d'exploitation restante jusqu'à ce qu'il soit acté de la fin de l'exploitation, après remise en état des terrains, par le montant des garanties financières suivant : 58 442 €

Ce montant est indexé sur la base de l'indice TP01 de mars 2024 égal à 130,1.

La société PIGEON GRANULATS CENTRE ILE-DE-FRANCE transmettra au Préfet de la Sarthe les éléments relatifs à l'actualisation (note de calcul du montant sur la base du dernier indice TP 01 connu et le plan associé) du montant ainsi que le document attestant de la constitution de ces garanties financières pour la période d'exploitation restante sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Parigné-l'Évêque et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Parigné-l'Évêque, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe (www.sarthe.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe, la Maire de Parigné-l'Évêque, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l'Inspecteur de l'Environnement - spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Éric ZABOURAEFF